

# DOMINATION du néo-libéralisme

Individu-roi, libertés individuelles, réussite personnelle, accumulation matérielle, accomplissement personnel par la consommation, recherche du profit, démocratie de marché, uniformisation, ... nous vivons aujourd'hui le règne de l'individu, de l'individuel et de l'individualisme. La liberté des uns prime sur la liberté de tous. Une liberté qui est avant tout celle d'entreprendre, d'innover, d'investir, de faire fructifier, d'accaparer. L'État, de plus en plus déconnecté de toute idée d'État providence ou de poursuite du bien-être collectif et de l'intérêt général, se dirige vers un instrument au service total de cette liberté débridée de réaliser des ambitions personnelles. Suivant cette vision, la société devrait se résumer à un marché dépourvu d'entraves dans le cadre duquel chaque individu ne serait plus qu'un maillon individuel dépourvu d'individualité, libre d'entreprendre. Chacun-e est ainsi réduit à n'être mû que par la rationalité économique, un individu qui fait ses choix sur la base d'un calcul coût-bénéfice, au détriment d'autres types d'intelligence (émotionnelle, altruiste, intuitive, etc.) et au détriment du collectif. La liberté de chacun-e au détriment de la liberté de tous. Un joyeux marché régi par les règles de la compétition entre tous et toutes. Les plus « méritant-e-s », seul-e-s, sortiront gagnant-e-s.

« En 2023, les 1 % les plus riches détiennent 45,6 % de la richesse mondiale, tandis que la moitié la plus pauvre du monde n'en possède que 0,75 %.<sup>1</sup> »

Et pour ce qui est de l'égalité, on repassera. Les inégalités violentes perdurent, se creusent et engendrent de la violence. Pour faire passer la pilule et légitimer la violence du système, le mythe de l'égalité des chances arrive à point nommé. Selon lui, nous partons toutes avec les mêmes cartes en mains. Et libres à nous de nous hisser en haut de l'échelle sociale réservée aux plus méritant-e-s. Nous serions donc toutes responsables de la place occupée dans la hiérarchie sociale ? Et tant pis pour les pauvres responsables de leur propre misère ? C'est penser sans

les inégalités de conditions (matérielles et biologiques) et, surtout, l'importance des phénomènes de reproduction sociale liée à la transmission du patrimoine, réparti de manière fort inégalitaire (voir fiche « domination de classe »).

Soit. Il faudrait nous faire croire qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Et tant pis pour ceux laissés sur le carreau. Ce serait pour la bonne cause. Car ce système serait le seul capable de préserver la liberté de chacun-e. Le résultat d'une évolution naturelle de nos sociétés. La fin de l'histoire. La dernière et la seule solution après l'échec des tentatives d'organisation(s) sociale(s) précédentes. Ces affirmations sont pourtant loin d'être aussi évidentes. Et le néolibéralisme, plutôt que le résultat d'une évolution naturelle de nos sociétés, repose sur un ensemble de discours, de pratiques et de dispositifs visant à présenter cette évolution comme étant effectivement naturelle et à généraliser son application jusqu'à pouvoir orienter le moindre de nos comportements sociaux et individuels, s'immiscant dans nos sphères les plus intimes. Nous serions ainsi forcé-e-s de nous adapter à tout prix à une système incapable de répondre à nos besoins les plus élémentaires. Toutes contrain-t-e-s de porter des chaussures trop étroites, quitte à nous couper les orteils plutôt que de nous déchausser.<sup>2</sup>

## LA DETTE, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES INSTITUTIONS DE BRETON WOODS

En 1944, à Bretton Woods, un ensemble de pays décident de la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ces deux institutions sont depuis devenues les piliers de la mondialisation néolibérale. Dès sa création, la Banque mondiale finance les puissances coloniales. Dans les années 1950 et 1960, alors que de nombreux pays colonisés obtiennent leur indépendance, elle organise le transfert des dettes contractées par les métropoles aux anciennes colonies. Des dettes qui vont peser lourd sur le développement de ces pays. Dans les années 1980, plusieurs d'entre eux se trouvent au bord du défaut de paiement. Ils se tournent alors vers le FMI qui conditionne son « aide » à l'adoption de « plans d'ajustements structurels » : privatisations massives, priorité aux exportations, coupes budgétaires drastiques, ... Loin de les aider à se relever, ces plans contribuent à maintenir les États anciennement colonisés en situation de dépendance et alimentent le mécanisme de la dette. Suite à la crise financière de 2008, ces mêmes mesures seront appliquées aux États européens en difficulté.<sup>10</sup>

« We made that devil's bargain on rice and it wasn't the right thing to do. We should have continued to work to help them be self-sufficient in agriculture. » - Bill Clinton en 2010 à propos des plans d'ajustements imposés à Haïti qui incluaient la libéralisation du commerce et la réduction des tarifs douaniers qui protégeaient la production agricole, y compris celle du riz.

## LE NÉOLIBÉRALISME. UNE CONSTRUCTION HISTORIQUE DEVENUE ORDRE NATUREL

Les politiques néolibérales d'aujourd'hui ont une histoire. Fruit d'un courant de pensée diversifié, elles ont été pensées, élaborées, conceptualisées pour ensuite être mises en pratique. À la fin des années 1930, le colloque Walter-Lippman, réunissant nombre d'économistes et d'intellectuels pour réfléchir sur l'avenir du libéralisme, est souvent considéré comme la date de naissance du néolibéralisme. Des penseurs tels que Friedrich Hayek ou Milton Friedman (de l'École de Chicago) s'y sont faits connaître. Ils sont les représentants d'un courant du libéralisme qui veut pousser les logiques individualistes et anti-étatiques à leur extrême. Ce courant philosophique s'appelle le libertarianisme. Leurs théories philosophico-économiques seront ensuite appliquées, non sans quelques approximations et contradictions, par des représentant-e-s politiques telles que Margaret Thatcher ou Ronald Reagan. Un système de pensée auquel on se réfère souvent sous le vocable de « consensus de Washington ».

Ce néolibéralisme vient affronter de manière frontale la conception dominante du capitalisme d'alors (le capitalisme d'État). Il va aussi progressivement battre en brèche la conception des affaires publiques autour de l'État-providence qui sera encore dominant quelques décennies après la Seconde Guerre mondiale. Mais qui essuiera les assauts systématiques du néolibéralisme.

Deux versions du néolibéralisme dominent aujourd'hui. Grossièrement, on peut identifier la version anglo-saxonne et la version allemande (et donc européenne). Cette dernière s'appelle l'ordolibéralisme. Comme les adeptes anglo-saxons du « laissez-faire », les ordolibéraux refusent que l'État fausse le jeu du marché. Mais, contrairement à eux, ils estiment que la libre concurrence ne se développe pas spontanément. L'État doit l'organiser. Il doit édifier le cadre juridique, technique, social, moral, culturel du marché. Et faire respecter les règles. C'est l'« ordopolitique ». Le politique au service total du marché.

## LE NOVLANGUE ÉCONOMIQUE

Nommer, c'est délimiter le champ du réel et des possibles. C'est permettre de penser ou non le changement et l'émancipation. C'est masquer ou dévoiler les rapports de force. Le choix des mots donne d'importantes indications sur notre société et la façon dont nous la percevons, tout comme ce choix peut servir à masquer la violence de certaines réalités ou limiter la pensée critique et complexe. Par exemple, les termes « exploité-e-s » ou « défavorisé-e-s » sont souvent utilisés pour désigner les mêmes personnes. Pourtant, ils ne décrivent pas les mêmes réalités. Du choix de l'un ou l'autre découle une interprétation toute différente, entre victimes d'un système d'exploitation capitaliste ou simples malchanceux. D'autres exemples ? Chômeur-euse vs travailleur-euse-s sans emploi. Action sociale vs aide sociale. Revenu minimum d'existence vs revenu d'intégration sociale. Allocations sociales vs charges sociales. La récession se transforme en « croissance négative », l'austérité, un « plan de relance » et les licenciements sont désormais des « restructurations ».

## L'ÉGALITÉ ASSURÉE PAR LA RÉCOMPENSE DE L'EFFORT INDIVIDUEL

L'égalité des chances repose sur le postulat que chaque personne disposerait des mêmes chances de réussite à la naissance. L'égalité serait ainsi assurée par la garantie d'une juste compétition entre les personnes. Loin de ce modèle idyllique, les possibilités de réussite et d'évolution dans la société sont fortement dépendantes, entre autres de l'héritage, et donc de l'accès à un patrimoine ou non, du genre et de la race sociale. De surcroît, l'idée d'une compétition équitable entre les personnes est tributaire d'une certaine vision de la société, elle-même questionnable. Ce système de méritocratie permet de produire et reproduire des inégalités « justes », méritées par les vaincu-e-s et les vainqueures. Plus besoin de défense collective des perdant-e-s du système. Chacun-e est maître de son propre devenir.

## DES TRAITÉS À LA PELLE... POUR UNE EXPANSION À MARCHÉ FORCÉE

TTIP, CETA, JEFTA, ALENA, ... des acronymes énigmatiques qui désignent les traités de libre-échange. Une toile d'araignée qui, petit à petit, piège les États les plus réticents et les force à entrer de plain-pied dans le système néolibéral. Ces traités, conclus entre les États, visent à favoriser le commerce international en diminuant les barrières douanières et en diminuant au maximum les réglementations nationales (sanitaires, sécuritaires, etc) constituant des freins aux échanges. Certains de ces accords contiennent également des dispositions pour la mise en place de tribunaux d'arbitrage devant lesquels des multinationales auront la possibilité d'attaquer des États. Une étape supplémentaire dans l'assujettissement des États et des collectivités humaines aux logiques du marché libre.

## DES TRAVAILLEUSES LIBRES POUR UN MARCHÉ LIBRE ?

Délocalisations d'entreprises, généralisation des contrats d'interim, flexibilisation des salaires et du temps de travail, ... Le « marché du travail » doit s'adapter aux exigences de la liberté économique. Une adaptation justifiée comme moyen de lutte contre le chômage. Ainsi, l'OCDE<sup>9</sup> défend une plus grande flexibilité du travail afin de stimuler l'économie et d'améliorer la compétitivité des entreprises, qui devraient à leur tour créer plus d'emplois. Pourtant, loin d'augmenter le niveau de vie des travailleuses, de telles mesures les poussent toujours un peu plus dans la précarité. Licenciements violents. Pressions pour travailler plus, en gagnant souvent moins. Compétition entre les travailleuses sous la menace du chômage galopant. Cette flexibilité toujours plus grande s'accompagne de la marginalisation progressive des structures collectives d'organisation et de défense des travailleuses. Le « syndicat bashing » participe de ce processus. Les syndicats, dont la mission est la défense collective des travailleuses, sont assimilés à des structures inutiles, déconnectées des véritables enjeux, qui passent leur temps à faire grève en empêchant les braves gens de travailler. Ce double processus, flexibilité et disparition progressive des structures de défense collective, participe à un isolement toujours plus grand des travailleuses et à les rendre progressivement responsables de leur propre misère sociale.

## BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

## MEILLEUR REMPART CONTRE LE TOTALITARISME ?

Le néolibéralisme serait la seule doctrine capable de protéger les principes démocratiques contre tout interventionnisme étatique potentiellement liberticide. Un retour historique sur le processus d'essais et d'erreurs des différents modes d'organisation politique et économique accrédi-terait cette thèse d'une sélection naturelle des sociétés de marché, au détriment de systèmes plus planifiés. Pourtant, dès 1938 et le Colloque Walter-Lippmann (événement lors duquel furent jetées les bases de ce nouveau libéralisme), le néolibéralisme est profondément anti-démocratique et s'est construit en opposition à la souveraineté populaire conçue comme porteuse du danger totalitaire. La démocratie, en tant que transfert au peuple du pouvoir de définir les orientations de son organisation sociale, est assimilée à une dictature des masses qui conduirait à faire primer l'intérêt collectif sur la défense des libertés individuelles, conçues comme supérieures. Dans sa dimension politique, le néolibéralisme vise ainsi à construire les conditions d'un système où le pouvoir des masses est limité, encadré, afin de préserver les libertés individuelles par l'intermédiaire de la mise en place d'un cadre indiscutable, celui des règles du marché libre, réduisant le champ de la discussion politique.

## OUVRIR DES POSSIBLES

There is no alternative ! Austérité budgétaire, réduction des dépenses publiques, privatisations, libéralisation des marchés, compétitivité, dérégulation, ... Au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, les mêmes recettes du capitalisme néolibéral s'appliquent partout. Au départ, le néolibéralisme n'est pourtant rien d'autre qu'une utopie parmi d'autres. Une utopie d'un marché libre. Une utopie de l'individu-roi. Un programme politique spécifique petit à petit imposé comme la seule description scientifique du réel. Un retournement opéré par le truchement de discours, de pratiques et d'institutions qui ont servi à légitimer et imposer un modèle spécifique d'atomisation des personnes comme la seule réalité possible. Une évolution dont le corollaire est la destruction progressive des structures collectives, véritables obstacles à la réalisation de ce libre marché tant rêvé et pourtant seules garantes des conditions de réalisation de notre sécurité humaine.

Si le néolibéralisme n'est finalement qu'un modèle spécifique, pensé et construit pour être ensuite appliqué politiquement, et non pas une évolution naturelle de nos sociétés, c'est que la fameuse maxime « There is no alternative ! » (TINA) est fautive. Ce modèle est le résultat de choix politiques. Il existe donc d'autres options, d'autres réalités, d'autres possibles, d'autres mondes à désirer, penser, construire. Ces autres possibles ont déjà été pensés et théorisés, et continuent de l'être. Cela fait longtemps que Pierre Kropotkine a démontré comment l'évolution humaine résulte de l'entraide entre toutes plutôt que d'une compétition permanente. Dans le même sillage, les penseuses anarchistes ont d'ailleurs bien expliqué comment la liberté, loin de la vision individualisante du néolibéralisme, doit pouvoir aussi s'approprier et se réaliser dans sa dimension collective et interactionnelle. Nous ne pouvons être libres qu'ensemble, et dans l'agir collectif.

Ces autres mondes sont loin de se limiter à la théorie. Ils prennent vie, hier et aujourd'hui, à l'échelle locale ou régionale, dans différents endroits du monde. Ils constituent donc un horizon complètement atteignable de retour au collectif capable d'assurer nos besoins essentiels et d'assurer les conditions d'une culture de paix.



# Logiques de dominations

## Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

### DOMINATION DE CLASSE

### DOMINATION PATRIARCALE

### DOMINATION PAR LA RACE

### DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME

### DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

### DOMINATIONS & SÉCURITÉ

#### PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.